

# GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 50 • 11 DÉCEMBRE 2015 • CHF 3.-

**Fin observateur de l'Amérique latine, Maurice Lemoine tire le bilan des élections au Venezuela** page 5



**L'ex-Femen française Eloïse Bouton passe à confesse** page 8



**Une biographie qui insiste sur la dimension rimbaldienne du Che** page 7

## Les maçons mettent la pression

**CONSTRUCTION** • Alors qu'au niveau national, les discussions entre la Société Suisse des Entrepreneurs (SSE) et les syndicats Unia et Syna sur la convention collective du secteur ont abouti à un accord, à Genève, les négociations reprennent à peine sous la pression des maçons mobilisés.



Le 11 novembre dernier, les maçons genevois descendaient massivement dans les rues aux côtés de la fonction publique. Des mobilisations avaient également lieu dans toute la Suisse.

Carlos Serra

Y'en a marre sur les chantiers genevois. Après une première mobilisation en novembre, les maçons du canton menaçaient au début de la semaine, via les syndicats UNIA, SIT et Syna, de se remettre en grève. Si au niveau suisse les négociations sur la convention collective nationale du secteur principal de la construction ont abouti à un résultat avec l'annonce ce mercredi, après des mois de négociations, d'un accord sur le maintien de la retraite à 60 ans et l'interdiction du paiement des salaires en liquide, la situation au niveau genevois semblait stagner, avec un refus de toute discussion de la part de la section genevoise de la SSE sur les revendications portant sur le plan cantonal. Mercredi, alors qu'une nouvelle menace de grève planait, la situation s'est légèrement débloquée avec une entrée en matière de la part des patrons genevois sur une négociation. Mais les solutions ne sont pas encore là. «C'est une déclaration de principe, ce qui représente une avancée, mais les choses concrètes doivent encore être discutées», avertit ainsi Umberto Bandiera, du syndicat UNIA, tout en

saluant le résultat des négociations nationales.

### Licenciés et réembauchés en interim

Pour les syndicats, il est en effet urgent de trouver des réponses à un certain nombre de problèmes sur le sol cantonal, car «la précarisation se répand sur les chantiers genevois comme une traînée de poudre», affirmaient-ils dans un communiqué diffusé en début de semaine. Au premier rang des critiques, le recours massif au travail temporaire et intérimaire. «L'explosion du travail temporaire à Genève n'est pas un hasard, mais le fruit d'une politique réfléchie et assumée d'entreprises visant à casser les prix pour emporter les marchés», poursuit le communiqué. «Le phénomène est devenu indécent. On compte en moyenne 30% de travailleurs temporaires sur les chantiers du canton, et ce chiffre monte à 50-60% sur les grands chantiers, comme celui du CEVA. On ne peut accepter cela. Le travail temporaire doit être une exception et non la norme!», commente Umberto Bandiera. «Les effectifs de travailleurs fixes ont fortement diminué dans les deux dernières années

pour être remplacés par des temporaires. Certains se font même licencier puis sont réembauchés par une boîte intérimaire pour travailler sur le même chantier!», s'insurge son collègue Thierry Horner, du syndicat SIT. Pour contrer le phénomène, les syndicats souhaitent que le pourcentage de travailleurs temporaires soit limité à 10% par chantier.

### Les plus de 50 ans virés

La multiplication de licenciements de travailleurs de plus de 50 ans préoccupe également. «Depuis 2011, un doublement du délai de congé pour les travailleurs de plus de 55 ans a été négocié au niveau national. Depuis, on voit se multiplier les licenciements de travailleurs de 52, 53, 54 ans. Par ailleurs, il est bien connu que ceux-ci coûtent plus cher aux employeurs», constate Thierry Horner, qui dénonce le remplacement de ces travailleurs par d'autres, plus jeunes et plus précaires. Des licenciements qui ont de fortes conséquences. En effet, ceux-ci ne retrouvent souvent pas de travail et, en vertu d'autres réglementations, perdent leur droit à la retraite à 60 ans. «Certains ont travaillé 20 ou 30 ans sur les

chantiers et se retrouvent sans retraite anticipée!» dénonce le syndicaliste.

Finalement, les syndicats avancent la nécessité de réglementer la question du travail en cas d'intempéries. En cas de pluie, ou de canicule, l'assurance chômage prend en charge un éventuel arrêt de travail, mais les deux premiers jours doivent être pris en charge par les employeurs. «Ceux-ci ne veulent pas payer, si bien que souvent, les travailleurs se retrouvent à travailler sous la pluie avec des risques pour leur santé, ou alors on leur demande de récupérer les heures perdues sur leurs heures supplémentaires, voire même sur leurs vacances!», dénoncent les deux syndicalistes contactés. Pour y remédier, différentes solutions sont envisageables pour les syndicats, comme la création d'un fond intempéries.

Les résultats obtenus au niveau national ont montré que la mobilisation (pour rappel, les travailleurs de la construction se sont déjà mis en grève début novembre dans toute la Suisse) pouvait payer. Au niveau genevois, la pression aura-t-elle raison des pratiques des employeurs? ■

Juliette Müller



IL FAUT LE DIRE...

### Un triomphe de l'UDC qui cache une défaite de la gauche

Le Vaudois Guy Parmelin a été, sans trop de surprise, élu au Conseil fédéral à la place d'Eveline Widmer-Schlumpf. Pour le PS et les Verts, qui l'ont soutenu dès le premier tour, il s'agissait de voter «pour un moindre mal» et «pour le moins pire des UDC». Moins pire? Selon son profil smartvote, le président de la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique est réticent à tout renforcement de l'Etat social ou à la protection l'environnement. A l'inverse, il est un ardent défenseur des politiques financières restrictives, de l'économie libérale, de l'ordre et de la sécurité et à 100% pour une politique migratoire restrictive.

Si cette élection sans coup férir du candidat officiel de l'UDC montre que ce parti continue plus que jamais à dicter l'agenda politique suisse, le très poli suivisme de la gauche parlementaire, qui n'a même pas imaginé la possibilité d'une abstention forte, a de quoi inquiéter.

Depuis le 9 février 2014 et le vote sur l'initiative «contre l'immigration de masse», qui avait thématisé, de façon patente, les enjeux des élections nationales du 18 octobre 2015 qui ont tout naturellement renforcé le parti bloc'hérien, la gauche semble tout à la fois sonnée et atone. Reculant sur ses points forts que sont une défense acharnée et sans concessions des acquis sociaux ou sa volonté de renforcer la protection des salariés, le PS s'est, par exemple, enfoncé dans une réforme des retraites inique qui porte la signature de son ministre, Alain Berset. Il n'a pas réussi à renforcer à l'échelle nationale, contrairement au canton de Genève où vient d'être institué un inspectorat du travail novateur, des mesures d'accompagnement efficaces à la libre circulation. Pour finir, sa position louvoyante sur la 3ème réforme de l'imposition des entreprises, qui va faire perdre des millions aux caisses publiques, ne l'assure pas d'inquiéter. Pour la gauche social-démocrate, il est le temps de se remettre en cause si elle ne veut pas définitivement tomber dans le social-libéralisme consensuel, qui a déjà contaminé tous ses homologues européens.

Joël Depommier

# Budget 2016, l'éternel retour du même refrain

**NEUCHÂTEL** • Le Grand Conseil a adopté la semaine dernière un budget d'austérité. Au vu des obligations légales du canton, des demandes urgentes de rallonge budgétaire sont cependant plus que vraisemblables au cours de l'année à venir.

La procédure du budget 2016 du canton de Neuchâtel a suivi une fois de plus une dramaturgie désormais bien rodée. Avant la session et le premier jour de celle-ci, les champions des grands partis bombent le torse, jouent du biceps, se donnent du courage à force d'amendements et de déclarations de lignes rouges, pour finir, en fin de session, par trouver une majorité PLR-PS et clore l'année avec la satisfaction d'avoir bien bataillé.

La session de décembre n'a donc pas failli à la tradition. Juste fallait-il, par rapport aux années précédentes, un brin de surenchère pour maintenir le frisson. C'est ce qui a été fait au sein de la commission des finances, la droite, forte de sa majorité, refusant dans un premier temps l'entrée en matière, le PS répliquant par la menace d'un rapport minoritaire.

## Un budget d'austérité qui a passé la rampe pour l'essentiel

Le projet présenté par le Conseil d'Etat à majorité socialiste était clairement un budget d'austérité. Cependant, pour ne pas devoir procéder à des coupes par trop excessives, l'exécutif a sciemment surestimé – ou «pris des risques budgétaires calculés», comme il préfère le dire – certaines recettes, ce qui a fait bondir la droite et a suscité toute une série d'amendements et de nouvelles propositions de coupes, notamment dans les dépenses de l'Université et de l'Hôpital neuchâtelois (HNe). Le Parti socialiste, qui avait en de réitérées reprises annoncé qu'il ne voterait pas le budget si un accord avec la fonction publique n'était pas trouvé, y allait à son tour de ses propositions de corrections. Le groupe PopVerts-Solidarités (PVS) voulait quant à lui démontrer qu'une autre politique était possible. Sans se faire d'illusions sur les chances de succès de la démarche, il a refusé la plupart des coupes dans le social, la santé et l'enseignement, exigé que les conditions salariales normales de la fonction

publique soient rétablies, et proposé de compenser ces dépenses supplémentaires par la suspension de la dernière tranche de baisse de l'impôt sur le bénéfice des entreprises de 6% à 5%. Un ensemble de propositions qui aboutissait à un budget bénéficiaire.

Le résultat est connu: la plupart des coupes prévues par le Conseil d'Etat ont passé la rampe, les économies supplémentaires voulues par la droite dans les domaines de l'Université et d'HNe ont pu être évitées, la fonction publique continuera à voir les mécanismes salariaux normaux suspendus, l'augmentation de sa masse salariale maintenue à 0,5% et ses effectifs bloqués; et les amendements du groupe PVS ont tous été balayés.

## Baisse de l'imposition des entreprises mais pas des personnes physiques

Les leçons de ce budget sont multiples. D'abord, la fonction publique neuchâteloise continue à faire les frais des mauvaises finances cantonales. Depuis 1993, donc en 23 ans, les mécanismes salariaux prévus par la loi n'ont été intégralement respectés que trois fois! Toutes les autres années, les employé-s de l'Etat ont subi des coupes salariales sous une forme ou une autre. Aucun employeur privé ne pourrait se permettre cela, mais l'Etat de Neuchâtel si, et sans états d'âme. Et cela devient une habitude, le groupe socialiste, qui aime s'ériger en protecteur de la fonction publique, finit par la lâcher à chaque fois. Cette fois-ci, il s'est contenté d'un engagement du Conseil d'Etat de ne mettre en réserve que 0,8% au lieu des 1,2% d'inflation négative. La fonction publique appréciera.

Ensuite, la baisse de l'imposition des entreprises est une priorité pour la majorité politique de ce canton. Pas question de la suspendre; manifestement, trop d'engagements occultes sont en jeu. Et cela, même s'il faut mettre en question la baisse de l'imposition des personnes physiques, qui, elle, a été partiellement reportée



Le Château cantonal, où siègent les autorités neuchâteloises.

et redimensionnée, même si l'Etat doit couper dans des prestations d'intérêt général et se désengager dans des domaines pourtant essentiels. Trois exemples sont frappants et tous trois concernent principalement la jeunesse:

Les institutions spécialisées du canton, notamment la Fondation Les Perce-Neige, qui accompagne et accueille des personnes handicapées, sont au bord de l'asphyxie, voire de la faillite tout court. Tout simplement parce que l'Etat ne cesse de leur imposer de nouvelles charges tout en diminuant année après année ses subventions. Vu les obligations légales du canton, des demandes urgentes de rallonge budgétaire sont plus que vraisemblables au cours de l'année à venir. Deuxième exemple: l'abandon du service cantonal des sports, domaine dorénavant transféré aux communes avec toutes les inégalités de traitement que cela suppose. Der-

nier exemple, particulièrement parlant: l'abandon du subventionnement cantonal du Bibliobus. Cette institution, jusqu'alors cofinancée par l'Etat et les communes, assure non seulement un service de prêt ambulatoire sur l'ensemble du territoire cantonal, il alimente aussi les bibliothèques des petites communes. Elément important: 75% de ses lecteurs ont moins de 15 ans, de nombreuses classes du canton y ont recours. Or, au moment même où l'on découvre les chiffres alarmants de l'illettrisme dans ce canton, notamment au sortir de l'école obligatoire, où Neuchâtel bat tous les records, au moment même où le gouvernement et le Grand Conseil unanimes déclarent vouloir lutter contre cette plaie sociale, nos autorités se dégagent d'un outil aussi important et en reportent la responsabilité aux seules communes. Face aux 20'000 signatures d'une pétition populaire en faveur du Bibliobus, les élus ont bien

dû réagir, mais ils l'ont fait par le biais d'un faux-fuyant: l'institution reçoit un sursis d'une année grâce à un versement exceptionnel du fonds des communes. La droite et le PS s'en satisfont, mais le groupe PVS, lui, a annoncé le lancement probable d'un référendum.

Enfin, le groupe PVS en est convaincu et en a fait la démonstration budgétaire: une autre politique est possible. Manifestement, la majorité des élus de ce canton, qu'ils soient de droite ou socialistes, n'y sont pas encore enclins. Le budget 2016 a finalement été adopté par 59 voix contre 29 et 21 abstentions. L'on sent cependant que les échéances électorales approchent: alors que l'an dernier, à l'occasion d'un budget 2015 autrement plus sévère encore, les élus socialistes les plus téméraires avaient juste osé s'abstenir, ils sont aujourd'hui près du tiers à l'avoir refusé. ■

Daniel Ziegler

# Ces travailleurs «qui se mettent trop la pression»

**COMMENTAIRE** • Le «Journal des arts et métiers» de l'USAM publiait en novembre un article sur le stress au travail. Curieusement, le terme approprié d'épuisement professionnel n'y apparaît jamais et les pressions imposées aux travailleurs ne sont pas mentionnées.

Sous le titre «Celui qui se met en danger», le texte paru en novembre pointe du doigt les travailleurs qui, «par tous les moyens, s'imposent des défis pour arriver à leurs objectifs, quitte à dépasser leurs horaires ou à travailler les week-ends, et ceci par souci de réussir ou par peur de perdre leur emploi». Ces salariés qui s'auto-exploitent «dépassent les exigences demandées par l'employeur», affirme le texte. «Ils mettent en jeu leur santé personnelle ainsi que celle de l'entreprise», poursuit l'article.

## Se pencher sur les vraies causes du problème

Aucune mention dans le texte de la surcharge accrue de travail à laquelle sont soumis de plus en plus les travailleurs, alors que le vrai problème est là! Si des salariés font des burn-out, c'est bien à cause d'un stress chronique dû aux pressions que leur impose leur entreprise. Quand une firme licencie du personnel pour «faire des économies», ce sont les employés en place qui se répartissent les tâches de leurs anciens collègues, tout en gardant une cadence soutenue pour permettre à leurs employeurs de rester compétitifs face à leurs concurrents!



De plus en plus de travailleurs sont soumis à une charge accrue de travail, ce qui peut mener au burn-out

CC Bark/Flickr

Tous les secteurs sont touchés et la fonction publique n'est pas en reste. Selon une étude de la Haute école pédagogique de la Suisse du nord-ouest, un tiers des enseignants suisses seraient proches du burn-out! Cela est dû, en grande partie, à l'augmentation constante du nombre d'élèves par classe, et à la partie administrative

de travail qui est toujours plus intense. Les coupes budgétaires proposées par différents cantons ne vont de loin pas favoriser un meilleur climat au sein des écoles et des services publics.

Plutôt que de se dédouaner de leurs responsabilités en rejetant la faute sur les travailleurs,

comme le font les employeurs et l'USAM, il semblerait plus judicieux de se pencher sur les vraies causes du problème. Avec une société qui tourne vingt-quatre heures sur vingt-quatre, vivant dans la culture de la compétitivité et de la concurrence pour servir la cause mercantile des milieux économiques, l'humain est transformé en machine. Pourtant, notre santé n'est pas infaillible et chacun a aussi besoin de moments de détente et de profiter de la vie. Certains pays ou entreprises ont compris que s'ils voulaient préserver la santé de leurs employés et leur permettre d'être plus efficaces, il fallait diminuer les heures de travail par jour. D'autant plus, que généralement, le salaire n'est pas proportionnel à la charge de travail, ce qui, chez certaines personnes, fait augmenter le sentiment de travailler durement pour pas grand-chose. Pour terminer, il y a autre chose de dérangeant dans cet article. Le burn-out, c'est le syndrome de l'épuisement professionnel, pourtant, jamais ce terme n'est mentionné par la journaliste, qui parle de stress, de phénomène ou de comportement. Serait-ce un mot tabou pour les défenseurs du patronat? ■

Christophe Grand

# La gauche veut maintenir ses six sièges à Lausanne

**VAUD** • Le POP part sur une liste commune avec les PS et les Verts pour les communales à la Municipalité de Lausanne en février prochain.

Le nom du popiste David Payot, travailleur social à l'AVIVO, circulait depuis quelques semaines pour la candidature à la Municipalité de Lausanne. Réuni en assemblée la semaine dernière, le POP lausannois a décidé de présenter son candidat sur une liste commune avec les socialistes et les Verts dès le premier tour pour le conseil municipal. Partant du principe qu'il veut sauver le siège laissé vacant par la retraite de Marc Vuilleumier, cette solution semble la plus efficace pour le POP. «La configuration actuelle de six municipaux de gauche est fragile, on ne peut pas cracher sur une alliance et risquer de perdre notre siège» précise Joaquim Manzoni, président du POP Lausanne. Actuellement il n'y a qu'un seul élu PLR, mais Marc Vuilleumier et Daniel Brélaz ne se représentant pas, cela donne de l'appétit à la droite qui selon elle, se satisferait d'un deuxième siège.

## «Il faut prendre nos responsabilités»

Quant aux critiques émises par certains sur cette alliance avec la gauche «gouvernementale», le président du POP Lausanne a une position assez claire, tout en rappelant que Marc Vuilleumier a fait un excellent tra-

vail durant deux législatures : «Nous devons prendre nos responsabilités et assumer le fait que nous sommes présents dans une Municipalité. Ceci n'est de loin pas incompatible avec une politique de gauche radicale». Il y a cinq ans la même stratégie avait été choisie et cela s'était avéré payant puisque Marc Vuilleumier terminait en deuxième position. Au niveau du Conseil communal, le POP a actuellement 7 sièges, il souhaite avant tout les conserver et si possible les augmenter.

Pour leur campagne, les populistes vont se focaliser sur quatre points centraux: le logement, les crèches, les transports publics et Lausanne-ville refuge, en essayant de trouver des solutions pour venir en aide aux migrants. «Nous aimerions bien prendre exemple sur la ville de Renens qui propose à des familles d'accueillir un migrant pour les fêtes de fin d'année», lance Joaquim Manzoni et de rajouter: «A l'avenir, nous chercherons à créer un rapprochement avec des associations, comme le collectif R à Lausanne (qui occupe actuellement l'Eglise de Saint-Laurent), pour voir ce que nous pouvons faire concrètement pour les aider.» ■

Christophe Grand



Joaquim Manzoni, président du POP Lausanne, sur un stand dans le cadre de la campagne contre les forfaits fiscaux.

Christophe Grand

# La droite ne se gêne plus

**SUISSE** • Le nouveau parlement entérine un budget 2016 de coupes sèches, tout en refusant tout aménagement de protection sociale ou environnementale.

Qu'attendre d'un tout nouveau parlement en pleine session d'hiver, où la droite bourgeoise et nationaliste sort renforcée suite aux élections du 18 octobre? Des coupes et encore des coupes. Le Conseil national a ainsi décidé de suivre comme un seul homme le programme d'économies de 1 milliard proposé par le Conseil fédéral pour le budget 2016. Outre les attaques contre le soutien à la culture, les salariés de la Confédération ont passé un sale quart d'heure. Le Conseil national a ainsi décidé le 7 décembre de geler l'effectif du personnel de l'administration fédérale au niveau de 2015. «Cette décision illogique et arbitraire de la majorité bourgeoise démontre sa volonté de faire des économies sur le dos du personnel de la Confédération, en niant ainsi que l'administration est constamment confrontée à de nouvelles tâches et exigences», a tout de suite dénoncé la Communauté de négociation du personnel de la Confédération, qui rassemble l'APC, Garanto, le SSP et l'Apfed-pol.

## Coupes dans la coopération

Les députés ont aussi décidé de couper – à hauteur de 130 millions – dans les dépenses de la coopération internationale et plus particulièrement dans l'aide au développement. De quoi dégoûter les organisations d'entraide. «Il s'agit d'une décision myope et non solidaire», estime la coalition Alliance Sud, qui regroupe des associations comme Swissaid, Helvetas, Caritas ou l'EPER. «Une majorité du nouveau Parlement semble préférer une politique d'économies à court terme à l'intérêt à long terme de la Suisse d'avoir un ordre international solidaire. Vus les défis globaux actuels, la Suisse devrait, au contraire, augmenter son aide», dénonce ainsi Eva Schmassmann, experte du développement chez



A Berne, la nouvelle majorité de droite a définitivement pris ses aises.

Alliance Sud. La coalition rappelle que la situation ne fera qu'empirer avec le programme de stabilisation 2017 – 2019 concocté par le Conseil fédéral, qui prévoit des économies de 20-25% sur le dos de la coopération internationale. «Ce faisant, le Conseil fédéral se départit aussi de l'objectif du Parlement d'allouer chaque année 0,5% du revenu national brut (RNB) à la coopération au développement», estime Alliance Sud.

La session extraordinaire du National du 10 décembre consacrée à la vague de réfugiés en Europe devrait aussi donner un bon aperçu de l'ouverture d'esprit du nouveau parlement. Alors que le Conseil des Etats a balayé une motion de l'UDC qui souhaitait introduire un contrôle systématique des frontières et engager l'armée pour aider les gardes-frontières, celle-ci pourrait trouver les faveurs de nombreux conseillers nationaux. De même que la motion du groupe libéral-radical qui demande que la Suisse n'accorde plus qu'une protection sous forme d'admission provisoire aux requérants éry-

thréens. Et la question sociale? Question quoi? Cette semaine, les députés ont rejeté une initiative parlementaire du socialiste fribourgeois Jean-François Steiert qui demandait que les parlementaires ne puissent plus siéger dans les conseils d'administration des caisses maladie. Ils ont aussi rejeté sèchement par 127 voix contre 46 un projet de séparation stricte entre assurance maladie de base et l'assurance complémentaire. Ils ont aussi refusé de donner suite à une initiative parlementaire de l'ancien conseiller national Eric Voruz (PS/VD) qui voulait accorder aux communes un droit de veto contre les fermetures de bureaux de poste. En pleine COP 21 à Paris, les députés, tout comme les sénateurs, se sont fait un malin plaisir d'enterrer, sans contre-projet, l'initiative des écologistes «Pour une économie verte», déposée en 2012, qui demande simplement que l'activité économique n'épuise pas les ressources naturelles ni ne menace l'environnement ou lui cause des dommages. Celle-ci devrait être soumise au vote en 2016. ■

JDr



## GAUCHEBDO

Société d'édition de GaucheBdo  
case postale 190, 1211 Genève 8  
Helena de Freitas, présidente hdf@gauchebdo.ch

Rédaction  
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève  
redaction@gauchebdo.ch | 022 320 63 35  
Joël Depommier, rédacteur en chef jdr@gauchebdo.ch  
Juliette Müller, secrétaire de rédaction jmm@gauchebdo.ch  
Alexandre Smimov, correcteur asv@gauchebdo.ch  
Stéphane Montavon, dessinateur smn@gauchebdo.ch

Administration  
Jean-Pierre Kohler administration@gauchebdo.ch

## IMPRESSUM

Abonnements  
abo@gauchebdo.ch | www.gauchebdo.ch/abo  
CP 168, 1211 Genève 13 | 079 686 79 37 | CCP 12-9325-6

Publicité  
tarifs et informations sur www.gauchebdo.ch/pub

Maquette  
Solidaridad Graphisme, 1204 Genève

Impression  
Pressor, 6, route de Courroux, 2800 Delémont

## LA CHRONIQUE FÉMINISTE

## Pérégrinations urinaires

Je reviens de Paris. La menace terroriste y plane comme une immense aile noire: on nous fouille à l'entrée des musées, des colis suspects paralysent les voies de métro et les bus durant des heures. Les résultats des élections régionales françaises révèlent l'avancée inexorable du FN, qui se trouve en tête dans 6 régions sur 13. Sarkozy aboie: il ne veut pas que les candidat-e-s de son parti, les Républicains, se désistent en faveur de ceux de la gauche quand ils sont mieux placés pour contrer le FN. Au lieu de faire des compromis, il préfère laisser gagner le FN, dont une des premières mesures annoncées sera de fermer les centres de planning familial, un recul de 40 ans. Enfin, l'émission «Mise au point» de dimanche 6 décembre sur la RTS a montré les coulées de boue monstrueuses, au sud du Brésil, dues à la rupture de barrages nécessaires à l'exploitation minière de l'entreprise Samarco, le 5 novembre, qui ont tout dévasté sur leur passage. 60 millions de mètres cubes de boue, 650 km de berges polluées, un village de 600 âmes anéanti, 300'000 habitants sans eau, abandonnés. Les réparations nécessaires au barrage n'ont pas été faites! Et les responsables de l'entreprise nient que l'eau boueuse soit toxique, malgré les prélèvements effectués par l'Etat. Samarco fait partie du géant minier brésilien Vale, qui aurait épargné trois milliards de francs d'impôts en s'installant en Suisse, à Saint-Prex, dans le canton de Vaud. Tout cela donne une image nauséabuse de notre monde, qui me déprime.

Alors, je vais vous parler d'un sujet apparemment futile: les toilettes pour femmes. Ce titre renvoie au roman de la féministe Marilyn French, paru en 1977. Il y a longtemps que je voulais écrire un texte sur le sujet et c'est la chronique d'Anna Lietti, dans *L'Hebdo* du 19 novembre, qui a ravivé ce projet.

Dans tous les pays, les WC des femmes et des hommes sont scrupuleusement séparés, et signalés par des dessins divers, où les deux sexes sont stylisés. Mais parfois, l'imagination va chercher une représentation rétro, comme les silhouettes à longue robe et ombrelle (particulièrement appropriées dans un lieu-dit d'aisance), ou un monocle pour les messieurs versus un chapeau pour les dames, sans parler d'un grand nombre de représentations de mauvais goût. L'essentiel étant de ne pas mélanger les sexes. Une de mes amies photographie les symboles, elle en a une jolie collection.

En principe, les musées, les théâtres, les salles de fêtes et autres lieux publics devraient offrir suffisamment de WC pour assurer le confort de chacun-e. Hélas, ce n'est jamais le cas. Il y a toujours une file d'attente interminable devant les toilettes femmes, mais aucune devant les toilettes hommes. Celles-ci, en plus d'une ou plusieurs cabines, offrent une rangée de pissoirs, ce qui permet le soulagement rapide des vessies masculines. Chez les dames, il n'y a que des cabines, en nombre insuffisant. En outre, dans certains endroits, le côté «ladies» est également celui des handicapés. Il a été calculé que les femmes passent en moyenne 2,3 fois plus de temps aux toilettes que les hommes. Il devrait donc, logiquement, y avoir 2,3 fois plus de cabines pour elles que pour eux. Or, c'est le contraire qui a été «pensé», si l'on tient compte du nombre de pissoirs. Une absurdité qu'aucun établissement n'a corrigée, malgré les files récurrentes qui se prolongent dans les couloirs.

Comme je déteste attendre, surtout devant les WC, je me dirige d'un pas assuré du côté des messieurs. Si les pissoirs sont occupés, je détourne la tête et fonce vers une cabine. Parfois, un homme me fait une remarque. J'ai une réponse toute prête: «Vous avez vu la queue du côté des femmes?» Il m'est aussi arrivé de répondre, à un homme choqué par mon intrusion: «J'en ai vu d'autres!» Quand les portes sont proches l'une de l'autre, j'essaie de convaincre d'autres femmes de faire comme moi. Mais notre éducation a été bétonnée: la plupart n'osent pas et préfèrent attendre de longues minutes dans «leur» file.

Au cours de mes pérégrinations urinaires, j'ai constaté un autre phénomène. Dans 9 cas sur 10, les toilettes pour femmes sont plus éloignées que celles pour hommes. Ou dans un recoin, comme si elles avaient été ajoutées après-coup. A la salle du Faubourg, à Genève, les femmes doivent monter à l'étage. Une fois de plus, la norme est le masculin, et les femmes sont reléguées dans le moins bien.

Il y aurait pourtant une solution: proposer des toilettes mixtes. Ainsi, il n'y aurait plus de discrimination: en cas d'engorgement, les hommes attendraient leur tour comme les femmes. Naturellement, cela signifie qu'on supprimerait les pissoirs.

Le Whitney Museum, dans son nouveau siège de Manhattan sud, a conçu des toilettes uniques et spacieuses, destinées aux hommes, femmes et handicapé-e-s. Peut-être les WC de demain? Il faudra prévoir plus de place pour ces lieux d'aisance, mais la parité et surtout les nerfs des femmes en sortiront gagnants.

Les femmes doivent se réapproprié l'espace. L'espace public: les préaux, les WC, la rue, la politique...

Huguette Junod

## Et si la Mère Royaume avait plutôt voulu exprimer le ras-le-bol de la population?

GENÈVE • En 1602, l'héroïne genevoise défaisait les Savoyards. Aujourd'hui, elle se mobiliserait pour rejeter le néolibéralisme.

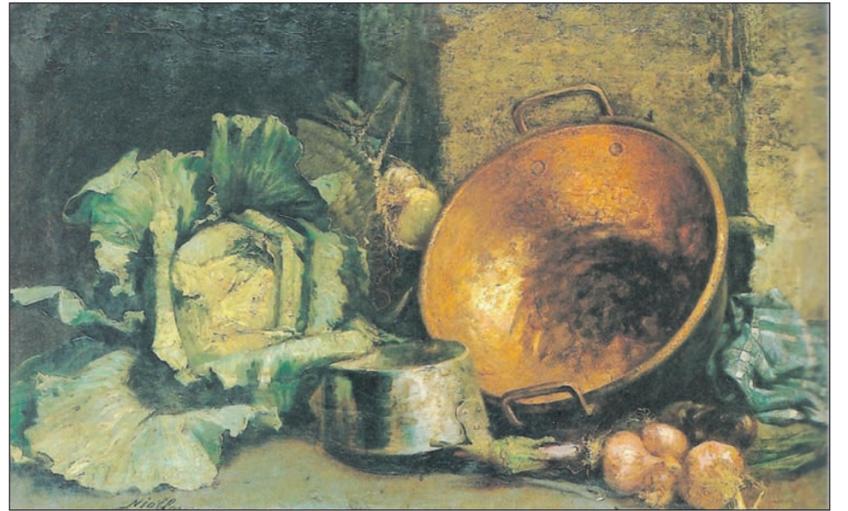
En bons calvinistes, les Genevois renoncent à l'égide d'un saint patron, mais honorent chaque année l'exploit par lequel, la nuit du 12 décembre 1602, la Mère-Royaume sauva ses concitoyens. Selon la légende, cette citoyenne se servit de sa marmite, seule arme à sa portée, pour ébouillanter quelques assaillants savoyards et provoquer la panique dans la troupe. Les festivités de la commémoration de l'Escalade suscitent des joutes patriotiques, quantité de courses, cortèges, défilés, un casse-tête pour les Transports publics genevois et un casse-pieds pour leurs usagers, qui incitent peut-être les Genevois à se pencher sur le passé de leur République et à imaginer son avenir.

## L'assaillant n'est plus le Savoyard!

A l'époque de l'Escalade, Genève accueillait des protestants victimes des guerres de religion. Aujourd'hui, elle reçoit des rescapés des persécutions au Proche et Moyen-Orient. Aujourd'hui comme jadis, la riche Genève demande des sacrifices aux citoyens. A la fin du 16ème siècle, le danger savoyard motivait l'introduction de plusieurs nouvelles taxes indirectes et l'augmentation de celles qui existaient déjà. C'est maintenant «l'équilibre budgétaire» qui doit justifier la suppression de prestations scolaires, l'insuffisance du personnel hospitalier et les coupes dans les dépenses pour la culture. Avec le risque de privatisation de services essentiels pour le quotidien de la population, il serait temps de parler des attaques qui se préparent et d'organiser la résistance. L'assaillant cette fois n'est pas le Savoyard, mais un système perfide mondial. Le néolibéralisme nous menace ici à Genève et ailleurs en Suisse, et nos voisins français n'en sont pas à l'abri.

## Un quotidien de plus en plus dur

Née à Lyon vers 1540, Catherine Cheynel n'eut pas la vie facile. Restée veuve très jeune, elle se maria en deuxième nocces à Pierre Royaume, graveur d'estampes. Pierre avait sa clientèle, mais les temps devenaient de plus en plus durs pour les Huguenots. Après le massacre de la nuit de la Saint-Barthélémy en 1572, le couple quitta Lyon et vint s'installer à Genève. Comme de nombreux réfugiés français et italiens l'attestent, on était alors très bien reçu dans cette ville prospère, dont les autorités mettaient à disposition des artisans des locaux pour exercer leurs activités. Pierre, reconverti en graveur de monnaie, put s'installer au Passage de la Monnaie et y loger aussi les siens. Quant à Catherine, elle devait gérer le quotidien et réussir à satisfaire les besoins de ses



Barthélemy Niollon - Nature morte au chaudron

enfants, une bonne quinzaine. La vie du couple n'était pas facile, mais en période de paix ils s'en sortaient.

Depuis 1580, quand Charles Emmanuel 1er était devenu duc de Savoie, les Genevois étaient en souci: le duc ne faisait aucun secret de son projet de conquérir leur ville pour en faire sa capitale. Sentant la menace, les autorités de Genève s'efforcèrent de ramener dans un espace défendable toutes les activités nécessaires à la survie de la cité. On regroupa sur une portion étroite des rives du Rhône les installations, qui utilisaient l'eau ou l'énergie du fleuve: le moulin à blé, le moulin à poudre d'artillerie, les tanneries, les pelleteries et les teintureries de draps. Alors qu'ils auraient aussi bien pu exercer leurs activités loin de l'eau, des chaudronniers, couteliers, horlogers et imprimeurs s'obstinèrent à ouvrir leurs boutiques près du port du Molard, pour réduire leurs frais de transport. Dans ces conditions, il fallut utiliser chaque bout de terrain compris entre deux rangées de maisons et y construire des logements, renoncer aux jardins et transformer granges et étables en maisons d'habitation.

Suite au blocus par la Savoie, le quotidien des gens se faisait de plus en plus dur: augmentation des prix, difficultés de s'approvisionner en légumes, en produits laitiers et en viande. En trois décennies, pendant lesquelles affluaient des réfugiés, la ville avait grandi trop vite et atteint les 15'000 habitants. La présence des troupes amies stationnées à ses alentours aggravait la pénurie alimentaire. Faisant fi des interdictions, certains s'estimaient assez malins pour nourrir quelques pourceaux ou faire paître quelques chèvres. Les nuisances provoquées par cet élevage s'ajoutaient aux intoxications dues

aux activités d'artisans confinés dans un petit espace. Par ailleurs, la facilité avec laquelle les troupes savoyardes avaient pénétré dans la cité au moyen de simples échelles révéla la mauvaise qualité du travail entrepris depuis six ans. Malgré les impôts collectés, les sacrifices économiques de la population et les corvées accomplies, il s'avéra lors de l'assaut, que certains fossés étaient mal entretenus, notamment celui de la Monnaie, où habitait la famille Royaume.

## Le «ras-la-marmite» de la population.

L'hiver 1602 était particulièrement rigoureux: le lac et même le Rhône avaient gelé. Le bois se faisait de plus en plus rare, et quand on en trouvait, on ne savait pas bien où le stocker. Il fallait s'éclairer parcimonieusement, car petit à petit les chandelles étaient devenues des objets de luxe. Dans cette situation, jeter par la fenêtre de la soupe, le seul repas du lendemain, pouvait paraître aussi fou qu'héroïque. En tout cas, le geste exprima aussi merveilleusement le sentiment de ras-le-bol de la population. Car Catherine était lasse comme tant d'autres, des femmes surtout. Elle ne fut pas seule à agir de la sorte. Des femmes jetèrent par la fenêtre de vieilles chaises ou des pieds de table, alors que de les brûler à la cheminée aurait permis de chauffer la maison. Visaient-elles seulement les Savoyards ou était-ce aussi un «concert de casseroles vides» pour protester contre les autorités genevoises?

Et si le 12 décembre nous, mères de familles genevoises, descendions dans les rues pour crier notre désaccord avec les mesures qui visent à démanteler nos services publics? ■

Anna Spillman

## COURRIER

## Les mains ensanglantées des dirigeants occidentaux

En référence avec les récentes attaques à Paris, j'ai lu le poème d'Huguette Junod (GH, N°47, 20 novembre) et pendant cinq bonnes minutes, je n'arrivais pas à savoir qui étaient ces «ils» qui rythmaient le texte. Jusqu'à une référence à «l'Occident». Ils? Il s'agissait donc des terroristes de Paris.

Pourtant, toutes ces accusations s'appliquent aussi parfaitement aux dirigeants de l'Occident pendant un siècle - un peu plus maintenant.

En termes d'agressions illégales, de multiples violations des droits humains, de tueries ponctuelles et chroniques, d'exploitations violentes des ressources matérielles et humaines, bref - de terrorisme d'état, les dirigeants de l'Occident sont à accuser de

tous ces crimes à une échelle malheureusement beaucoup plus grande.

Et évidemment, tout cela est la cause profonde des violences du 13 novembre 2015 et du 11 septembre 2001. Je dis bien la cause profonde parce que la plupart des jeunes personnes qui ont perpétré ces horreurs ne sont pas forcément informées sur ces questions.

Par contre, ils ont vécu directement l'humiliation, la subordination et la violence au sein de la société française et ils sont témoins lors de leur très courte vie, de l'humiliation et la subordination constante des peuples du Moyen Orient. De quoi alimenter la haine, le désespoir, et une totale absence de projet de vie.

Le poème, en tout cas le premier verset, rappelle exactement ce que Bush junior

disait après le 11 septembre 2001. «Pourquoi ils nous haïssent? Ils sont jaloux de notre «liberté», de notre «démocratie», de notre «respect des droits humains», de notre «civilisation». »

Non, non et non. Ils ne vous haïssent pas parce que (apparemment) vous jouissez de ces choses. Ils aimeraient simplement que vous arrétiez vos attaques et vos agressions pour leur permettre d'en jouir également

Voilà pourquoi nous, en tant que féministes et socialistes, nous devons nous dissocier autant de ces hypocrisies insupportables, que des actes terroristes de toutes sortes y compris des actes proprement terroristes de l'Occident. ■

Alison Katz, Aire

# «Le résultat d'une déstabilisation menée de longue date»

**VENEZUELA** • «Les législatives du 6 décembre montrent que si le Venezuela est une dictature, elle est très mal organisée», affirme le journaliste Maurice Lemoine, répondant aux critiques qui ont souvent pointé du doigt le pays latino-américain. Interview suite à la victoire de l'opposition dans les urnes dimanche dernier.

**A**ux élections législatives de dimanche dernier, l'opposition vénézuélienne, rassemblée dans le MUD (mesa unidad democrática), a gagné 112 des 167 sièges du parlement national, contre 55 pour le PSUV (Parti socialiste unifié du Venezuela), parti du président Nicolas Maduro. Une première après plus de 15 ans de chavisme. Si la victoire de l'opposition était pressentie, elle n'était pas forcément attendue dans une telle ampleur. Atteignant la majorité qualifiée, celle-ci a en effet les cartes en main pour bousculer l'héritage de l'ancien président Hugo Chavez. Maurice Lemoine, journaliste, ancien rédacteur en chef du *Monde Diplomatique*, spécialiste de l'Amérique Latine et auteur de l'ouvrage *Les enfants cachés du général Pinochet, Précis de coups d'Etats modernes*, paru en avril dernier, nous livre son analyse.

**Quelle a été votre première réaction suite aux élections du 6 novembre?**

**MAURICE LEMOINE** Trois jours avant, j'ai écrit un texte dans lequel j'affirmais que le résultat était incertain et que l'opposition pouvait gagner. En ce sens la surprise n'était pas totale. C'est l'ampleur du résultat qui est surprenante. A un niveau plus personnel, j'ai eu une réaction de colère, car il est évident que cette victoire est le résultat d'une déstabilisation du Venezuela menée de longue date, pratiquement depuis l'accession au pouvoir d'Hugo Chavez. On se souvient notamment du coup d'Etat de 2002 contre lui. Cette déstabilisation d'un pays progressiste a fini par réussir, et par la voie la plus satisfaisante pour ses promoteurs, puisque c'est la voie démocratique.

**Pouvez-vous préciser? Qui sont les acteurs de cette déstabilisation?**

Elle est passée en grande partie par ce que j'appelle la «classe politico-médiatique». Il y a, de manière évidente et de longue date, une campagne médiatique absolument spectaculaire contre le Venezuela. Dans le cas des élections du 6 décembre, l'opposition a annoncé avant le scrutin que si elle ne gagnait pas, c'est qu'il y avait forcément fraude, et les médias dominants ont largement relayé cette hypothèse. L'équation était la suivante: soit l'opposition gagne, soit les chavistes gagnent et leur victoire est immédiatement remise en cause par des manifestations de rue et de la violence. Les chavistes n'avaient pas le droit de l'emporter! Il faut noter que ce phénomène n'est pas nouveau. Systématiquement, lors de chaque élection, l'opposition a contesté les résultats et mis en cause le Conseil national électoral (instance chargée du déroulement des processus électoraux, n.d.r.) à chaque fois qu'elle perdait. Aujourd'hui, curieusement, celui-ci n'est pas critiqué!

**Avez-vous d'autres exemples?**

Selon les médias dominants, le gouvernement vénézuélien aurait également refusé des observateurs internationaux, ce qui est faux. Le pays a rejeté à juste titre une présence de l'Organisation des

Etats Américains (OEA) et de l'Union Européenne, mais des observateurs de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) étaient là, et ils ont validé l'élection. Si les chavistes avaient gagné, on aurait cependant probablement dit qu'il n'y avait pas d'observateurs internationaux! Cela dit, il ne faut pas non plus voir une conspiration de la part des médias. Malheureusement il n'y en a pas besoin! Il est tout simplement très difficile de tenir un autre discours. Personnellement, je ne fais que raconter la situation, mais à chaque fois qu'on a mis en évidence que le chavisme avait gagné, on se faisait traiter de suppôt de la dictature. Les législatives de dimanche montrent pourtant que si le Venezuela est une dictature, elle est très mal organisée.

**L'opposition et de nombreuses voix critiques dénoncent l'existence de prisonniers politiques, qu'en est-il?**

Personnellement, je suis plutôt pour la démocratie! Si les médias faisaient leur travail, la question ne se poserait pas. Si on prend l'exemple de Leopoldo Lopez (leader de l'opposition récemment condamné, n.d.r.), on peut effectivement se demander si 14 ans de prison ne sont pas excessifs. Mais la condamnation, elle, est complètement légitime. Après avoir été vaincus par les urnes en février 2014, plusieurs membres de l'opposition dont Leopoldo Lopez ont lancé l'opération «La Salida», qui n'était pas une manifestation pacifique mais une intervention extrêmement violente dont l'objectif était de pousser Maduro à la démission. La guérilla urbaine provoquée a fait 43 morts et entre 600 et 800 blessés. Pourtant, Maduro, tout comme les maires et les gouverneurs de régions contestées avaient été élus démocratiquement. C'est pour l'instigation de ces événements que Leopoldo Lopez a été condamné. L'expression «prisonnier politique» désigne une personne emprisonnée pour ses opinions. Leopoldo Lopez est un homme politique emprisonné, mais pas un prisonnier politique.

**Vous parlez beaucoup de facteurs externes. N'y a-t-il pas aussi des facteurs internes qui ont contribué à la victoire de l'opposition?**

Il est évident que le gouvernement Maduro a aussi commis des erreurs. Le pays fait en particulier face à un problème énorme qu'il n'a pas été capable de résoudre, celui du contrôle des changes. Celui-ci avait été introduit pour juguler la fuite des capitaux et endiguer le marché noir, mais aujourd'hui, on se trouve dans une situation inextricable avec quatre taux du dollar différents. C'est un problème majeur. Ensuite il y a l'incapacité du gouvernement Maduro (mais aussi Chavez avant lui) de faire sortir le pays de sa dépendance au pétrole. Même si malgré cela, le gouvernement a réussi à sauver les meubles. Par exemple, de nombreux logements sociaux ont été construits ces trois dernières années. Il faut aussi dire que la construction d'une industrie nationale n'est pas forcément quelque chose de facile, d'autant plus dans un système mondialisé.



«Il y a, de manière évidente et de longue date, une campagne médiatique absolument spectaculaire contre le Venezuela», souligne Maurice Lemoine.

**Que voulez-vous dire?**

Par exemple, pour échapper à la domination des Etats-Unis, nombre de pays sud-américains se sont tournés vers la Chine, qui constituait un marché pour leurs matières premières. En échange, il n'était pas possible de fermer les frontières aux produits chinois, ce qui a rendu difficile la reconstruction d'une industrie. Ces problèmes ne concernent cependant pas seulement les gouvernements de gauche. Ce qui a été le plus déterminant, c'est toutefois la déstabilisation économique qui a eu lieu. La disparition du papier hygiénique dans un pays comme le Venezuela ne tient pas debout. Les pénuries, cela s'organise! Depuis deux ans, les méthodes qui ont été mises en œuvre au Chili de 1971 à 1973 pour remplacer Salvador Allende ont été répliquées au Venezuela. Les pénuries ont été organisées de manière à épuiser et décourager la population. Dans beaucoup d'endroits, il faut quatre heures pour faire ses courses car il n'y a pas de farine, pas de papier hygiénique, il faut aller le chercher ailleurs, etc... même les plus chavistes s'épuisent. A un moment, ils se disent «si on vote pour le PSUV, on en a encore pour 10 ans!».

**Certains observateurs affirment qu'avec les programmes sociaux, de nombreuses personnes sont sorties de la pauvreté et consommation plus, ce qui pourrait aussi expliquer les pénuries. Quelle est votre opinion?**

Ces propos sont corrects. Prenons un exemple. Lorsque Chavez est arrivé au pouvoir pour la première fois, le Vene-

zuela importait 70% de son alimentation. Le gouvernement a donc lancé une réforme agraire, mais aujourd'hui, le pays continue à importer massivement son alimentation. On pourrait donc croire à un échec de la politique de Chavez. En réalité, la production agricole s'est considérablement accrue, mais comme il y a eu une redistribution de la richesse et une amélioration du pouvoir d'achat des plus pauvres, la consommation a augmenté elle aussi, si bien qu'il y a encore un manque. Le gouvernement n'y avait pas forcément pensé. Si l'appareil productif ne suit pas, il y a cependant probablement aussi une responsabilité des gouvernements successifs.

**Avec une opposition majoritaire au parlement, comment voyez-vous l'évolution des choses. Les programmes sociaux développés par Chavez, par exemple, sont-ils menacés?**

La MUD a obtenu 109 sièges, et il y a trois sièges pour la représentation indigène, qui, selon la MUD, est alignée sur l'opposition. Celle-ci atteint donc la majorité qualifiée de 112 voix, ce qui a des conséquences considérables, puisque cela lui permet d'intervenir dans la vie politique, notamment en ayant la possibilité d'approuver un projet de réforme constitutionnelle ou convoquer une Assemblée constituante, d'émettre des votes de censure contre le vice-président et les ministres (permettant leur destitution), de convoquer un référendum révocatoire contre le Président, d'approuver des lois organiques, et donc

d'agir par ce biais sur les programmes sociaux, d'enquêter sur des fonctionnaires publics, etc. Il y a d'ailleurs déjà des déclarations contre la radio et la télévision publiques. L'opposition veut également supprimer le contrôle des prix. Au-delà des changements politiques, il y a en outre une crainte de la part de chavistes très impliqués dans les luttes sociales d'une répression sélective. Il s'agira d'être vigilants face à l'éventualité d'une telle évolution. L'opposition n'a toutefois pas de programme et ses différentes factions devront se mettre d'accord, ce qui ne sera pas forcément facile car elle est très divisée.

**Est-ce la fin du chavisme?**

Le vote de dimanche dernier est à comprendre comme un vote sanction dans une période particulièrement difficile. Mais si la droite revient largement sur les programmes sociaux après 15 ans de chavisme, je ne suis pas sûr que cela passera comme une lettre à la poste! Cela pourrait ouvrir la voie à une période de turbulences. Enfin, il faut rappeler que les chavistes sont tout de même encore très présents dans le pays. Dans les processus démocratiques, il y a forcément un moment où on perd, à moins d'instaurer un régime de type autoritaire, ce qui n'est pas le cas ici. Et puis il y a des exemples comme celui du Chili, où le dirigeant de droite Sebastian Piñera est arrivé au pouvoir, mais n'a tenu que 4 ans. ■

Propos recueillis par Juliette Müller

# «Un nouvel échec de la stratégie de Sarkozy»

**FRANCE** • Les électeurs ont propulsé le FN en tête des votes au premier tour des régionales françaises dans 6 régions. Pour le chercheur en sciences politiques Joël Gombin, le choix de concurrencer le FN sur ses thèmes légitime son discours et alimente une forme de vote utile en sa faveur.

Quelle est votre analyse du résultat du FN?

**JOËL GOMBIN** Ce score est extrêmement élevé. Il est historiquement élevé. D'aucuns se consolent en pensant que le nombre de voix n'a pas dépassé celui des voix recueillies par Marine Le Pen en 2012. Je pense qu'il s'agit d'une analyse en trompe-l'œil, puisque la participation était plus forte en 2012. Les listes de droite perdent la moitié des voix entre la présidentielle et aujourd'hui. Le score du FN traduit une surmobilisation de l'électorat FN mais aussi un élargissement et dans certains endroits comme en Paca, un réaligement.

Le vote FN n'est-il pas considéré par des électeurs comme le vote le plus utile à droite?

Il n'y a pas tripartition de la vie politique (gauche, droite, FN - ndlr) mais un bloc des droites du point de vue de la demande électorale. Au sein de celui-ci, il y a une assez forte porosité. Et en fonction de l'actualité politique, les électeurs peuvent considérer que c'est le FN ou Les Républicains qui constituent l'offre la plus utile. En Paca, il semble

bien qu'ils aient largement considéré que c'était le FN qui était le plus crédible, le plus à même de l'emporter.

Est-ce un vote d'adhésion ou un vote d'exaspération?

Cette vieille dichotomie ne fonctionne pas très bien. D'abord parce qu'on ne tend à poser cette question qu'aux électeurs du FN, pas aux autres électeurs. Comme s'il était inconcevable que des gens soient convaincus par les positions de ce parti. Sans forcément trancher le débat, il est certain que nous sommes face à un vote récurrent, d'habitude et non un vote ponctuel, face à un vote qui vise à la victoire du FN, face à un électoral qui se mobilise quand il y a possibilité de victoire. Il ne s'agit pas, comme on l'a souvent dit et comme Nicolas Sarkozy l'a encore dit, d'envoyer un message. Il s'agit pour ses électeurs de faire élire des candidats du FN. On voit que dans les villes qui ont élu un maire FN en 2014, le FN a continué à gagner du terrain. Il faut accepter aujourd'hui qu'une partie importante de la popula-

tion adhère, si ce n'est à chacune des idées prises séparément, mais à la vision du monde ethnocentriste du FN.

«Un vote qui vise à une victoire», dites-vous. Cela voudrait dire que la présidence de certaines régions se trouvant à portée de main du FN, un surplus de mobilisation est envisageable dimanche prochain?

C'est une hypothèse qu'il ne faut pas exclure. Dans les calculs, on ne peut pas se contenter d'additionner les résultats du premier tour. Rien ne garantit que les reports de la gauche vers la droite soient parfaits. Or, Christian Estrosi, s'il veut l'emporter dans la région Paca, a besoin de reports excellents. Ou alors il faut un surcroît de mobilisation des abstentionnistes.

Le score d'Estrosi notamment, signe-t-il l'échec du choix de concurrencer le FN sur ses thématiques?

Estrosi était un candidat dont la fonction était d'incarner une ligne sarkozio-estrosiste ou estroso-sarkozyste. Il s'agissait d'une forme de test dans la perspec-

tive de 2017 de la stratégie de concurrence du FN venant non seulement sur ses thèmes mais de plus en plus sur ses thèmes. J'avais observé dès 2012 que cette stratégie ne fonctionnait pas puisque les candidats aux législatives de la droite populaire réalisaient de moins bons scores que les autres candidats UMP. On en a une nouvelle illustration. Non seulement cela ne fonctionne pas, mais

cela produit des effets de légitimation de l'offre électorale frontiste qui contribuent à élargir le potentiel électoral du FN et à pousser un certain nombre des électeurs de droite à voter directement pour le FN. C'est un échec dont Sarkozy va devoir tenir compte pour sa stratégie en 2017. ■

Propos recueillis par C. D  
Paru dans L'Humanité.



## Face à la droite et à l'extrême droite, la gauche se rassemble

Après les résultats inquiétants du premier tour des régionales, qui ont vu une poussée du FN en France, le PS, Europe Écologie-les Verts et le Front de gauche ont décidé de déposer des listes communes pour le second tour dans huit préfectures. Avec des possibilités de remporter des régions comme en Ile-de-France. Au premier tour, la liste de droite de Valérie Pécresse a obtenu 30% des suffrages, le FN 18,41%, alors que la gauche, dans son ensemble, a obtenu près de 40%. Il s'agit maintenant que la dynamique d'unité de la gauche s'amplifie au 2ème tour. En Normandie, où le PS a obtenu 23% des voix, le regroupement de la gauche avec le Front de gauche (7% des voix) et les Verts (6,1% des voix) pourrait être suffisant pour battre le FN et les Républicains. Dans la région Auvergne-Rhône-Alpes, la liste du socialiste Jean-Jacques Queyranne, qui a obtenu 25% de suffrages pourra compter sur l'appui du Front de Gauche (5,3% des voix) et des

Verts (6,9%) pour défaire la liste de Laurent Wauquiez (Les Républicains). Ces accords électoraux ponctuels ne signifient pas pour autant un retour à la gauche plurielle et la gauche combative garde une ligne critique par rapport au gouvernement.

«Personne ne se rallie à personne. L'addition de ces listes est la seule manière d'empêcher la victoire totale de la droite et de l'extrême droite», a prévenu le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent. Même tonalité du côté écologiste: «Le 13 décembre, la question n'est pas de savoir si on aime bien ou pas François Hollande ou Manuel Valls», estime David Cormand, en charge des élections à EELV, «mais de savoir si on veut que les régions aillent à la droite, à la droite la plus extrême ou à des coalitions citoyennes, solidaires et écologistes.»

Réd. et L'Humanité

## ILS SOUTIENNENT GAUCHEBDO

### Un journal qui secoue, qui réveille, qui fait du bien!

Journaliste de profession, je suis abonné à plusieurs médias que j'aime parcourir afin de découvrir l'actualité locale, nationale et internationale, sans compter les périodiques spécialisés qui me permettent d'approfondir des dossiers plus spécifiques. Mon grand plaisir est de découvrir mercredi soir la version numérique de *GaucheBdo*, avant de le recevoir vendredi en fin de matinée, dans sa version imprimée.

Ce journal qui a remplacé la *Voix ouvrière* apporte autre chose: une vision non-conformiste de la société, une manière d'expliquer les mécanismes et les faits politiques de l'actualité que les autres médias présentent de manière plus ou moins tendancieuse. Les dossiers de *GaucheBdo* apportent un éclairage direct, dans un style sans ambages. Si j'ai envie de découvrir un dossier sur la

résistance des masses populaires en Amérique latine, la lutte de la fonction publique à Genève ou des comptes rendus de qualité sur des expositions culturelles en Suisse, c'est dans *GaucheBdo* que je les trouve. Un journal qui secoue, qui réveille, qui fait du bien! Un journal militant, combatif qui fonctionne grâce à des employé-e-s dévoué-e-s cherchant à donner à un lectorat de la gauche radicale de Suisse

romande un journal dont nous pouvons être fiers.

Un grand merci du fond du cœur à toutes ces camarades qui donnent le meilleur d'eux/elles-mêmes pour le plus grand bien des lecteurs!

Marc Oran,  
député POP au Grand Conseil vaudois,  
Servion et Lausanne



## JE M'ABONNE À GAUCHEBDO!

Nom :  Prénom :

Adresse :

Code postal :  Téléphone :

Ville :  email :

Pays :  Formule :

### FORMULES ET TARIFS

	SOUTIEN		NORMAL		RÉDUIT	
	papier & web	papier seul	papier & web	papier seul	papier & web	papier seul
1 année	250 frs	150 frs	200 frs	85 frs	135 frs	
6 mois		80 frs		40 frs		
Essai (3 mois)		10 frs				

Des formules d'abonnement web uniquement (sans l'édition papier) sont disponibles sur [www.gauchebdo.ch/abonnements](http://www.gauchebdo.ch/abonnements)

### CONTACTS ABONNEMENTS

GaucheBdo - abonnements  
case postale 168  
1211 Genève 13

[abo@gauchebdo.ch](mailto:abo@gauchebdo.ch)

En vous abonnant directement sur le web, vous simplifiez grandement la gestion administrative de votre abonnement : [www.gauchebdo.ch/abonnements](http://www.gauchebdo.ch/abonnements)



# Che Guevara ou le besoin d'un ailleurs

**LIVRE • L'un voulait changer la vie, l'autre le monde. Ce qui les relie, c'est le besoin irrépensible du départ, l'impossibilité de se fixer. Dans sa récente biographie du Che, Alain Foix insiste sur la dimension rimbaldienne du personnage.**

Encore un livre consacré à Che Guevara? C'est que la figure du grand révolutionnaire argentin, devenu une icône et un mythe vivant, présente plusieurs facettes. Dans une biographie inspirée, Alain Foix opère un parallèle constant avec Arthur Rimbaud. L'un voulait changer la vie, l'autre le monde. Ce qui les relie, c'est le besoin irrépensible du départ, d'un ailleurs, l'impossibilité de se fixer. Ainsi, le Che aurait pu rester à Cuba et y poursuivre ses fonctions de ministre, voire devenir, comme d'autres, un *apparatchik*. Il préférerait, fidèle à la théorie des *focos* révolutionnaires théorisée par lui et Régis Debray, se lancer dans l'improbable aventure congolaise, puis dans sa fatale équipée bolivienne.

En suivant ce fil conducteur, l'auteur nous raconte de façon précise et captivante la vie d'Ernesto Guevara, qui sera appelé le Che en raison du tic de langage qu'ont les Argentins de lancer cette interjection en fin de phrase. C'est une biographie solide, à la fois politique et psychologique, qui cependant frôle parfois l'hagiographie. Alain Foix oublie par exemple que le *comandante* fut un temps appelé «le petit boucher» alors que, dirigeant en 1959 la forteresse San Carlos de la Cabaña à La Havane, il fit procéder à de nombreuses exécutions.

## Un lecteur passionné qui n'avait jamais côtoyé la misère

Dans cette biographie, les facteurs personnels qui concourront à forger sa personnalité ne sont pas éludés. Comme son mortel ennemi, l'asthme, qui le conduira à exercer une constante domination sur lui-même et à devenir ce personnage spartiate, ascétique, dur envers lui-même et envers les autres, ce chef aussi admiré que redouté. Le Che avait le goût des femmes. Il convola plusieurs fois en justes noces, fit des

enfants, mais «partir, il le pourra toujours, partir sans mot dire. Abandonner ce qu'on a de plus cher», écrit son biographe. Avec raison, celui-ci accorde une large place à sa soif de lectures: Jung, Freud, Adler, Marx, Lénine, mais aussi Aimé Césaire, les grands dramaturges grecs, Goethe ou Shakespeare...

Alain Foix insiste sur l'importance des deux grands voyages (1952 et 1953) du jeune médecin Ernesto Guevara à travers l'Amérique du Sud. Issu de la bourgeoisie, «jamais il n'avait côtoyé la vraie misère, jamais il n'avait perçu à quel point elle était la résultante d'une oppression, d'une domination, et d'une humiliation collective de peuples indigènes aliénés, séparés de leur culture, dépossédés de leurs terres et soumis à une exploitation systématique.» Reprenant à son compte le grand rêve foudroyé du général Bolívar, il voudra une Amérique du Sud unie. Ces deux voyages correspondent bien à «cette ivresse de vagabond céleste» qui l'habitera jusqu'à sa mort.

## Nasser, Nehru, Sukarno, Tito

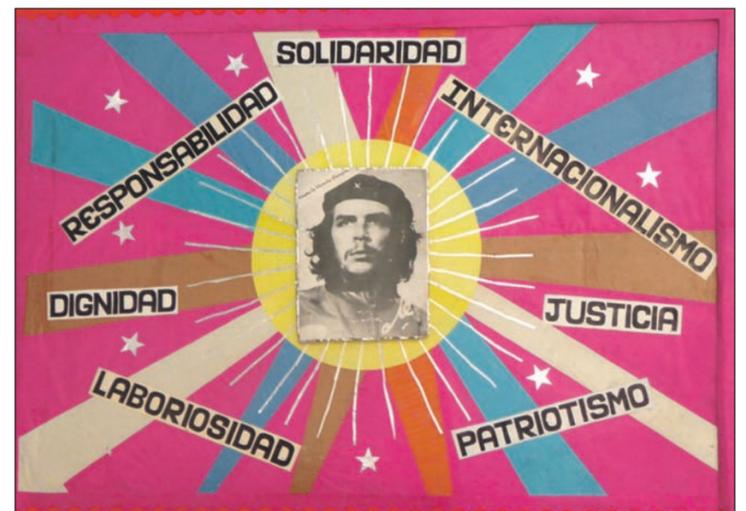
Puis c'est l'événement qui, un soir de juillet 1955 au Mexique, changera sa vie: sa rencontre avec Fidel Castro, auquel il vouera une admiration sans bornes. Des pages extrêmement fortes racontent l'odyssée du *Granma* qui, le 2 décembre 1956, s'échoue sur les côtes cubaines. Les conditions initiales du combat des 88 guérilleros contre les forces de Batista – marécages insalubres, moustiques, plaies purulentes, bombardements par l'aviation – sont apocalyptiques. D'abord médecin de l'équipée, Guevara se forge dans la Sierra Maestra une stature de chef de guerre durci par le feu. Et sa vision d'une révolution globale mue par des guérillas inscrites dans l'espace des campagnes commence à germer en lui.

Après la conquête du pouvoir (janvier 1959), un nouveau voyage attend le Che. C'est lui que Fidel envoie à travers le monde, de juin à septembre, pour représenter la révolution cubaine, pour susciter l'enthousiasme et sert de modèle. Afrique, Asie, Europe... Il rencontre Nasser, Nehru, Sukarno, Tito. Puis il préside à la réforme agraire, avant d'être nommé ministre – peu compétent – de l'Industrie.

## Eloignement de l'Union soviétique

L'idéaliste ne craint pas de mettre la main à la pâte: on le retrouve au travail dans les ateliers et les champs de cannes à sucre. Il développe des thèses proches de celles de Mao. Le Che affirme que, dans les pays du tiers-monde peu industrialisés, le fer de lance de la révolution n'est pas le prolétariat mais la paysannerie. «Le guérillero est avant tout un révolutionnaire agraire». Il critique aussi le fait qu'on ait statufié Karl Marx, un homme humain et aimant, le convertissant «en idole de pierre». Et le réalisme socialiste en art le hérisse. Tout cela l'éloigne de l'Union soviétique. Il publie en 1960 *La guerre de guérilla*, qui va devenir le bréviaire des guérilleros du monde entier.

Mais Guevara veut surtout mettre en pratique ses théories. Il faut créer «deux, trois, quatre, une multitude de Vietnam». C'est l'un des points de désaccord entre Cuba et l'URSS (avant que, étouffée économiquement par le blocus des Etats-Unis, l'île n'entre totalement dans son giron). Attachée à la coexistence pacifique, l'Union soviétique estime de surcroît qu'il faut attendre les «conditions objectives» d'une révolution. Or les conditions, le Che croit pouvoir les provoquer en créant ses fameux foyers révolutionnaires. Au Congo, où les chefs locaux à la Laurent-Désiré Kabila ne répondent



Panneau en l'honneur du Che à Cuba.

Pierre Jeanneret

pas du tout à ses attentes, le fiasco est flagrant. Nasser l'avait d'ailleurs mis en garde contre l'illusion de ces quelques Blancs voulant mettre sur pied une armée révolutionnaire en Afrique.

## Tout sauf des poissons dans l'eau

Enfin, c'est l'aventure bolivienne, qui se muera en chemin de croix, et que Guevara a relatée lui-même dans son *Journal de Bolivie*. Très vite, il doit constater: «Notre isolement demeure total». Les masses paysannes et citadines locales ne se rallient pas. Les guérilleros ont appris le quechua, alors que les Indiens de la région choisie pour le *foco* parlent plutôt le guarani! Les révolutionnaires vivent *a contrario* la théorie du «poisson dans l'eau». De surcroît, selon Alain Foix, le Che et ses compagnons auraient été «trahis» par le Parti communiste bolivien prosoviétique. Mais toute l'aventure n'était-elle pas au départ suicidaire? Arrêté le 8 octobre, Che Guevara est exécuté le 9, sans jugement, sur ordre de la CIA. «On emporte le

corps à l'hôpital de Villegrande, on le nettoie, on lui coupe les cheveux, on lui injecte dans le visage du formol, de telle sorte qu'il paraisse presque vivant. On prend des photos, notamment celle où, autour du corps gisant, posent des militaires et policiers en civil. Etrange photo prise par Freddy Alborga qui renvoie à toute une iconographie classique des compositions picturales du Christ gisant qui désormais fera partie de la légende dorée de Che Guevara.» C'est la fin de son histoire et le début du mythe, d'une imagerie qui sera reproduite sur d'innombrables T-shirts. Quels qu'aient été ses traits de cruauté, ses insuffisances et ses analyses politiques parfois erronées, le Che mérite le respect par son extraordinaire courage, son désintéressement total et son dévouement à la cause pour laquelle il a sacrifié sa vie à l'âge de trente-neuf ans. ■

Pierre Jeanneret

Alain Foix, *Che Guevara*, Paris, Gallimard, 2015 (Folio biographies 122), 358 p.

# Etre ou ne pas être une pornstar

**THÉÂTRE • Jérôme Richer, auteur français qui vit et travaille à Genève depuis quinze ans, nous invite à regarder en face les passerelles entre le porno et nos vies quotidiennes.**

Si l'on s'en tient à la version du conte de fées *Blanche Neige et les sept nains*, il est normal de demander au miroir «qui est la plus belle?». Le miroir est donc puissamment ancré dans notre imaginaire comme étant un objet qui nous rassure, qui nous porte, qui nous fait du bien. Dans le monde de Jérôme Richer, le miroir est investi d'une tout autre fonction. Il révèle les failles, les contradictions, les duretés que notre monde édulcoré en surface s'efforce de cacher. En 2008, dans *La ville et les ombres*, il a fait miroiter le phénomène des squats et cette année il nous a ébloui avec sa pièce *Tout ira bien*, voyage en trois volets dans l'univers des Roms et la perception collective que nous en avons. (Voir notre édition du 20 février 2015).

## Des actrices porno qui dévoilent leur métier

Cette fois, il nous invite à nous mirer dans le monde des pornstars avec un titre provocateur *Nous sommes tous des pornstars*. D'emblée, nous savons que ce monde qui pourrait paraître lointain ne l'est pas et que d'une façon ou d'une autre, nous en faisons tous partie, même si nous ne regardons



A l'heure des réseaux sociaux rois, tout le monde n'a pas la même définition de la frontière vie privée, vie publique.

Isabelle Meister

pas de films porno, car le sexe associé à une certaine image de la femme objet est présent dans notre quotidien (cinéma, télévision, publicité), y compris dans la presse dite «féminine», qui ne fait que modeler les cerveaux femmes pour que ces dernières répondent aux stéréotypes via la

mode, les régimes, les témoignages...

Trois actrices porno, Doria Divine (Katy Hernan), Marilou Diams (Martine Corbat) et Bettina Jenkins (Fanny Brunet) dévoilent leur métier: ses secrets, ses duretés mais aussi ses beautés. La frontière entre leur travail et leur vie privée se tisse en parallèle.

«Comme sur un tournage, on fait ça dans pleins d'endroits inconfortables, à la maison, dans le privé, on aime bien notre lit». Le public entre dans cet univers par une séquence qui pourrait évoquer soit un clip vidéo soit un épisode de *Véronique et Davina* (une émission culte de gym

tonique des années 80). Tout de suite, nous sommes mis au parfum cette réalité: effort physique, poses suggestives, femme soumise. Puis le propos se déploie en mode interview. Chacune à leur tour, les actrices racontent des anecdotes sur notre rapport au sexe et à l'argent, sur la définition de la normalité et comment les femmes sont tiraillées: «C'est quoi l'objectif? Montrer au monde entier que tu es une winneuse du cul? Enfin pas trop quand même. Une femme qui baise trop, ça reste une salope».

## Que dit la surenchère porno de notre société?

Jérôme Richer parvient à dresser un tableau assez large de cet univers avec nuance et poésie, avec des rires mais aussi une certaine amertume. Il parvient à nous interroger sur notre rapport à notre propre corps, à celui des autres. En sortant on se demande ce que dit la surenchère du porno de nos rêves, nos aspirations en tant que société, et réfléchir, c'est toujours un bon début. ■

Natacha de Santignac

A découvrir le 19 février 2016 au Centre culturel de la Prévôté, à Moutier, du 3 au 5 mars 2016 au Petitthéâtre, à Sion et du 21 au 22 avril 2016 au Théâtre du Pommier, à Neuchâtel.

# Une ex-Femen passe à confesse

**LIVRE** • La journaliste et féministe Eloïse Bouton livre avec «Confession d'une ex-Femen», une chronique intime, sociale et politique de son engagement passé au sein de Femen à Paris. Un cri amoureux et critique, rageur et désespéré.

Dans le lointain sillage de l'écrivaine française Violette Leduc qui décrit, par un cri de révolte désespéré, la marginalisation douloureuse d'un être hypersensible, le sentiment d'une femme isolée qui se sent coupable et se croit rejetée par les autres, Eloïse Bouton livre le témoignage d'une écorchée vive. Elle fut deux années durant (2012-14), observatrice et actrice intermittente, tour à tour empathique et désabusée, engagée et déboussolée d'un Mouvement de femmes en lutte contre les injustices et pour les droits humains. Par le menu, elle décrit ce qu'il en coûte dans la vie de tous les jours: menaces, humiliations, gardes à vue, fausses accusations déléteres et procès.

## Témoignage contrasté

A l'instar des protagonistes imaginées par Violette Leduc, la journaliste s'enferme souvent dans le silence, refuge provisoire dans un monde qui se refuse majoritairement à l'entendre, y compris lors des réunions et discussions internes des Femen dans leur local parisien. Rappelant certaines facettes de l'héroïne de *Trésors à prendre*, récit de vie signé Violette Leduc, elle évoque l'hostilité des gens autour d'elle. Mais aussi le scepticisme et l'indifférence de la police face aux menaces, harcèlements et fausses accusations dont elle est l'objet. On la considère comme une paria, responsable de ce qui lui est arrivé.

A 31 ans, Eloïse Bouton ne condamne néanmoins pas son expérience de vie au cœur de la branche française de Femen dirigée par Inna Schevchenko, aujourd'hui âgée de 25 ans. Une leader vue comme à fleur de peau sous l'armure d'une militante topless «sextrémiste», objet de nombreuses menaces de mort. La figure de proue du Mouvement a ainsi échappé avec d'autres le 14 février dernier, lors d'un colloque consacré à la liberté d'expression dans la capitale danoise, à un attentat perpétré dans le sillage du massacre du 7 janvier 2015 ayant endeuillé notamment la rédaction de *Charlie Hebdo*, dont les Femen ont toujours été très proches.

L'auteure met en lumière, chez la passionaria ukrainienne, une culture de la paranoïa, des maladroites envers certains autres mouvements féministes, des errements et erreurs tant stratégiques que de communication, la radicalité jusqu'au-boutiste et un côté manipulateur, autoritaire et velléitaire. Mais elle soutient, sans réserve de fond, les causes défendues et centrées sur Paris qui est le paysage de son récit.

## Critiques de l'image

Sur la réappropriation possiblement ambiguë idéologiquement de certaines icônes notamment de la peinture française par le Mouvement, qui fait de la théâtralisation et de la propagande par l'image détournée, comme celle de frêles bustes dénudés et bardés de slogans, un axe essentiel de ses luttes contre pauvreté, discrimination, patriarcat et machisme, dictatures et diktat des religieux, Eloïse Bouton se montre parfois révoltée. Ainsi, début janvier 2014, dans un contexte de désapprobation croissante marquant les actions du collectif Femen, elle affirme: «La page Facebook Femen International gérée par Anna Hutsol poste en photo de couverture un détournement du tableau *Olympia* de Manet. A cette composition dévoilant une femme blanche dénudée avec à ses pieds une femme noire qui la regarde, Femen appose l'inscription



Eloïse Bouton lors de son action anti-IVG à l'église de la Madeleine à Paris, le 17 décembre 2014

Thomas Samson

«Fuck your morals» («Merde à votre morale») sur son torse... En 2014, ce détournement, publié sans légende explicative, affiche un impérialisme indigne d'un mouvement féministe, humaniste, progressiste et international. Je suis consternée.»

## Une expérience mitigée

«Femen a réussi un tour de force : inspirer les thématiques féministes dans les débats publics. Car, quoi qu'on en pense, la France n'a jamais autant parlé de féminisme», écrit Eloïse Bouton. Son entrée dans le militantisme «sextrémiste» est marquée par une action menée le 2 août 2012 en marge des JO d'été à Londres. Entourée d'un essaim de photographes et caméras, buste dénudé frappé du slogan «Olympic Shame» («Honte olympique»). La jeune femme hurle «Kill a Generation» («Tue une génération»), détournant le slogan des Jeux «Inspire a Generation» («Inspire une génération»). Cette protestation vise, pour elle, à mettre en lumière les effets liberticides, coercitifs et déléteres de la Charia ou loi canonique islamique sur le corps et la vie de millions de femmes. A la sensation première d'une transgression jubilatoire, politique et personnelle», succède rapidement dans sa cellule londonienne et au fil des interrogatoires le manque de confiance en soi.

Face aux «rumeurs insensées» concernant les sources de financement de Femen, la journaliste relève la confusion de l'époque entre Femen Ukraine et Femen France. «Femen France est une structure indépendante et une association française (...) dont les comptes sont séparés de la branche ukrainienne depuis sa création le 3 décembre 2012.» En janvier 2014, le compte bancaire de Femen France affiche quelques 21'000

euros de dépenses et 24'000 euros de recettes en 2013, provenant notamment de la vente de produits dérivés et de soirées et fêtes de soutien. «Sur cette même année, les dons provenant de bienfaiteurs privés représentent 10'669 euros». Dans le local parisien des Femen à Clichy-la-Garenne, Bouton dépeint des conditions ascétiques, un «environnement quasi insalubre, sans chauffage ni eau chaude pendant de longues périodes, avec spaghettis et Haribo comme base alimentaire».

L'auteure se décrit comme féministe «en errance» ayant passé par plusieurs groupements aux modes d'actions parfois performatifs comme Osez le féminisme! ou La Barbe. Et s'attaque à certaines figures journalistiques qui, sous couvert de lutte contre les extrémismes de droite, tentent d'instrumentaliser et phagocyter le mouvement. Première cible: l'essayiste, chroniqueuse et enquêtrice Caroline Fourrest, qui a consacré un documentaire fort honorable au mouvement Femen, *Nos seins nos armes*, visible sur le net et qui a consacré en 2014 un livre à la fois amoureux critique et décevant à Inna Schevchenko. «Dans la phase faste des Femen, qui jouissent du soutien des médias et de la discrète approbation de la majorité de la classe dirigeante, Caroline ramasse les miettes de nos coups d'éclat et se les accapare», écrit Eloïse Bouton. Les querelles et controverses de Femen France avec certaines féministes françaises sont nombreuses. Ainsi, la Présidente depuis 2011 de Ni Pute Ni Soumises, Asma Guenifi «critique l'absence de mixité au sein du mouvement et y voit une haine des hommes, dénonçant un discours «qui repose sur la mysandrie, ce qui est en contradiction avec nos valeurs», poursuit-il.

Au fil de son ouvrage, l'auteure cite la

philosophe et historienne de la pensée féministe française, Geneviève Fraisse: «Dans la stratégie des Femen, la vérité de la domination est mise en lumière à partir du corps des femmes, de la nudité, semi-nudité de ces corps, et puis du texte peint sur la peau nue. Car, en effet, c'est une affaire de vérité.» La découverte des Femen rime avec une dimension extrêmement moderne pour la journaliste. «Leur action remet le corps de la femme au centre des débats féministes, une dimension qui me semblait avoir disparu en France depuis plusieurs dizaines d'années. Il existe aussi un second degré, parfois féroce ironique, que me plaît beaucoup. Au-delà du détournement des codes patriarcaux pour se les réapproprier et dénoncer la marchandisation des corps, c'est une composante drôle, tantôt de mauvais goût ou résolument outrancière.»

La militante raconte avoir subi des menaces de voies de fait et injures d'une grande violence. La culture de la paranoïa qu'elle pointe au sein des Femen s'expliquerait-elle notamment par les attaques et mises en cause continues dont l'association fait l'objet en France? Eloïse Bouton le pense, en avançant que «le développement du Mouvement est concomitant avec le déploiement des insultes à son égard, ce climat anxigène de violences et d'agressions. Les insultes les plus marquées se déchaînent dès l'action contre Civitas, catholiques intégristes, en novembre 2012. Comme membres françaises de Femen, nous ne sommes pas habituées à cet opprobre, ces coups et injures. Il me semble qu'Inna est, elle, habituée à recevoir et faire face à des menaces, intimidations, injures, coups et blessures. Mais, nous Françaises, dans notre société et quotidien, ces attaques, cet état de siège per-

manent nous apparaissent comme irréels... Lorsque victimes, nous nous rendons dans les commissariats pour déposer plainte, ici, on nous rit à moitié au nez, là les plaintes n'aboutissent jamais.»

## «344eme salope»

Le 17 décembre 2014, Eloïse Bouton est condamnée à un mois de prison avec sursis par le tribunal correctionnel de Paris, pour son action dans l'église de la Madeleine, où elle manifeste seins nus, simulant notamment un avortement près de l'autel avec des morceaux de foie de veau. Elle reconnaît reconduire ainsi une pratique d'action publique historique des luttes féministes, mais hors église, des militantes du MLF, qui balançaient du mou de veau dans les meetings des anti-avortement dans les années 1970.

Compris dans une série d'actions entreprises par Femen au plan européen pour la défense du droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG), ce happening politique se place dans le sillage du Manifeste dit des «344 Salopes», rédigé notamment par Simone de Beauvoir pour la défense du droit des femmes à disposer de leur corps par l'IVG. Il intervient alors que ce droit est remis en cause notamment par le gouvernement néoconservateur espagnol. Eloïse Bouton a été condamnée pour exhibition sexuelle. «C'est une condamnation disproportionnée et discriminatoire, un procès pour blasphème déguisé. Elle envoie le message qu'une femme qui utilise la nudité pour défendre des idées n'est pas une militante politique mais une malade mentale», explique l'intéressée en entretien. ■

Bertrand Tappolet

Eloïse Bouton, *Confession d'une ex-femen*, Paris, Ed. du Moment, 2015.